

**place  
publique**

# **Manifeste de sortie de crise**

**Notre société pleure ses morts. Et rumine son impuissance. Le dévouement des soignants suscite une admiration sans bornes, leur manque criant de moyens une colère légitime. L'héroïsation de celles et ceux qui montent au « front » ne doit pas masquer les failles qui se révèlent aux yeux de tous. Les soignants nous alertaient avant la pandémie, ils ne furent pas entendus.**

Réalisé de mars à mai 2020 par le GT Manifeste

**1**

# **Au coeur de la crise**

Notre société pleure ses morts. Et rumine son impuissance. Le dévouement des soignants suscite une admiration sans bornes, leur manque criant de moyens une colère légitime. L'héroïsation de celles et ceux qui montent au « front » ne doit pas masquer les failles qui se révèlent aux yeux de tous. Les soignants nous alertaient avant la pandémie, ils ne furent pas entendus. Ils colmatent désormais des brèches là où ils pourraient suturer des points. Si une pandémie n'a pas de sens politique en elle-même, ce qu'elle révèle doit être la base de notre réflexion et de notre action commune. L'expérience tragique que nous vivons séparés, et pourtant ensemble, n'est pas une parenthèse à refermer, dépasser, oublier : elle nous oblige.

« *Le premier constat est certainement, pour moi, celui de notre impréparation. Il nous est imposé un changement de vie radical que personne n'avait anticipé* » réalise Alexandre, 36 ans, d'Aix-en-Provence. Nous prenions collectivement davantage conscience qu'une catastrophe environnementale était en cours, mais nous n'étions plus accoutumés, en Europe, à la menace frontale d'une catastrophe sanitaire. L'ébranlement est global, profond, durable. L'épidémie de Covid-19 a fait voler en éclats les croyances et certitudes qui fondaient un ordre social, économique et politique présenté comme indépassable. Et c'est au cœur de cet ébranlement que nous devons refonder, ensemble.

Nous vivons une crise totale, une mise à l'arrêt mondiale et inédite. Sanitaire évidemment, mais aussi sociale (elle exacerbe les inégalités), civilisationnelle (elle remet en cause notre système de valeurs), institutionnelle (notre État de droit est mis à

l'épreuve) et politique (parole publique et vérité scientifique sont mises en doute). Elle impose un changement à toutes les échelles, de l'individuel au collectif, du local au global. La société a tenu debout, les services publics ont fait face, les travailleurs et les travailleuses ont permis à l'ensemble de ne pas s'effondrer, mais nous savons que toutes les institutions doivent être passées au crible de la crise, au niveau national, européen comme international.

« *L'impression d'un vide. Se sentir prisonniers. Impuissants. Avoir peur. Peur de l'autre, dont nous avons aussi besoin plus que tout dans un tel moment. Peur de manquer de l'essentiel. Mais c'est quoi, finalement, l'essentiel ?* » dit Jacques, 48 ans, de Pontarlier. Penser et produire un changement de cette ampleur ne peut être le fait d'une seule formation politique ou d'un seul cercle. Le temps de la mise en commun des expériences, des réflexions et des capacités d'action est venu. Depuis le début de la crise, des voix s'élèvent dans les journaux, les revues, sur les réseaux, à la radio... Souvent intéressantes, elles restent éparpillées. Sortir du morcellement est la condition d'une action efficace. Si nous voulons éviter la continuation "du même" ou le basculement dans l'autoritarisme, la perpétuation de l'erreur ou la bascule dans l'horreur, nous devons dépasser les vieilles rancoeurs, les anciennes chapelles ou les tentations solitaires et faire entendre une voix collective puissante.

Cette préface à la grande histoire que nous devons écrire ensemble vise à rendre fécondes les exaspérations et les frustrations, à proposer une vision partagée de l'après, pour esquisser en commun le chemin de la grande transformation que

nous souhaitons toutes et tous. Cette transformation relève d'abord du politique, et le « politique » ne saurait être l'apanage des partis. Il était essentiel que ce texte s'ancre dans le vécu : nous avons donc tenu à préserver les témoignages de celles et ceux qui ont participé à ce travail ces dernières semaines. Ce manifeste n'est qu'une introduction. Nous croyons dans le pouvoir des citoyens, dans la capacité à faire société dans nos villages, dans nos quartiers, nos villes, nos départements, nos régions, en France et en Europe, dans l'impératif de faire avec les citoyens et non à leur place. Nous voulons construire une société juste, écologique, solidaire, féministe, et démocratique et ces lignes collectives n'en posent que les prémisses.

**2**

# **S'attaquer aux inégalités**

Mathilde, 31 ans, de Paris, citant Warren Buffet (CNN, 2005) : « *Il y a une lutte des classes mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène la lutte. Et nous sommes en train de la gagner* ».

L'expérience tragique sur laquelle nous fondons nos réflexions n'est pas la même pour tous. Si le confinement est une épreuve pour chacun, il ne l'est absolument pas de la même manière. En plus des soignantes et des soignants qui bravent les risques, l'épuisement, et le manque criant de moyens pour sauver des vies ; des millions de Françaises et de Français travaillent, dans des conditions sanitaires souvent précaires. Des millions d'autres, nos aînés d'abord, mais pas uniquement, font l'expérience de la solitude et du silence. Qui oserait par ailleurs penser qu'être confiné à sept ou huit dans un petit appartement, ou à trois ou quatre dans une maison de campagne, relève de la même épreuve ? Enfin, les personnes que la société tend à rendre invisibles, sans abris français ou exilés, n'ont pas ce « chez soi » qui est devenu de manière temporaire l'horizon limité de la plupart d'entre nous.

Les semaines passées ont bouleversé notre rapport à la pyramide des métiers et des fonctions. Chacun peut constater que les fonctions vécues comme essentielles en temps de crise sont souvent remplies par des femmes (infirmières, caissières, aides-soignantes, etc.) ou par des habitants de quartiers défavorisés, souvent issus de l'immigration (postiers, livreurs, éboueurs, etc.). Sous-valorisés car étant des « métiers de femmes », et étant des métiers de femmes, car sous-valorisés. Sous-valorisés car étant des « métiers d'immigrés », et étant des « métiers d'immigrés », car sous-valorisés. Quand la crise nous

a fait soudainement et radicalement distinguer ce qui est essentiel de ce qui ne l'est pas, elle nous a montré du même coup que nous rémunérons "l'essentiel" au SMIC, et le cantonnons à la précarité. « Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » dit le premier article de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. C'est le moment de montrer que cette Déclaration dont notre nation s'enorgueillit à juste titre veut dire quelque chose à nos yeux.

Nous nous sommes lentement habitués à la musique néolibérale de valorisation de la prise de risque qui a conduit à déformer la hiérarchie des salaires; un « risque » du capital, mais qui n'en assume pas les conséquences concrètes en cas de crise. Nous nous sommes lentement habitués à une répartition injuste entre les revenus du travail et du capital, à la mutualisation des pertes et à la privatisation des profits, à ce que 1% de la population détiennent plus de la moitié des richesses et à ce que 10% de la population émettent la moitié des gaz à effet de serre de la planète. Nous nous sommes lentement habitués à l'affaiblissement de la puissance publique ainsi qu'à sa mise au service des règles du marché, à la réduction des protections des salariés. La crise nous laisse voir à quel point le monde qui se précise depuis les années 1980 marche sur la tête. La mission du politique est à la fois simple et prométhéenne : le remettre sur ses pieds.

Cela commence par ne pas faire payer le coût de la crise à celles et ceux qui nous auront permis de lui survivre. Nous devons dès aujourd'hui établir des mesures d'urgence sociale pour que les plus fragiles socialement ne soient pas les victimes de

la crise économique qui suivra la crise sanitaire. Certains gouvernements européens interdisent les licenciements, régularisent les sans-papiers, ferment les centres de rétention administrative, instaurent un revenu de base inconditionnel, rétablissent l'impôt sur les grandes fortunes, refusent d'aider les entreprises qui se soustraient à l'impôt en ayant des filiales dans les paradis fiscaux... Rien d'une telle ampleur à ce jour en France. Il nous faut défendre des actions immédiates et ciblées de soutien aux plus fragiles, concertées et immédiates : la mise en place d'une allocation d'urgence pour les plus touchés et les plus précaires, l'assimilation des travailleurs des plateformes au régime universel des salariés, l'accès au chômage pour les indépendants et intermittents, une aide financière pour le secteur culturel, et une plus grande accessibilité aux biens de premières nécessité.

A plus long terme, ce que nous avons à proposer n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle donne dans la redistribution des richesses. Cela passe par une réhabilitation de la contrainte publique face aux puissances privées. La multiplication des « cagnottes » fondées sur le bon vouloir individuel ne sera jamais la solution : le 1er avril, le ministre des comptes publics lance « un appel aux dons », dans la même veine que le « fonds d'urgence » lancé par Jeff Bezos, PDG d'Amazon, la plus grande fortune mondiale. Une semaine auparavant, le ministre de l'Économie demandait - à demi-mot - aux actionnaires de ne pas trop se « gaver » en mars. La banderole qui a trôné durant le confinement sur les grilles de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, le dit mieux que quiconque : « LVMH-PSA-BOUYGUES-BNP. Payez vos impôts. L'hôpital se fout de la charité ».

L'exigence de la contribution de chacun selon ses moyens doit reprendre le pas sur l'arbitraire de la bonne volonté.

Il nous faut mettre fin à la concurrence fiscale en harmonisant la fiscalité des États membres de l'Union Européenne, défendre la révision de la politique fiscale actuelle avec une taxation plus forte du capital, une fiscalité exceptionnelle sur les grandes sociétés pour préserver les petites et moyennes entreprises, un moratoire d'un an sur le versement des dividendes et un plafonnement à long terme afin de mettre ces sommes au service de l'économie réelle, et une mise à contribution plus forte des hauts revenus. Et ne pas avoir peur de promettre des sanctions pénales exemplaires aux dirigeants comme aux actionnaires des entreprises ayant recours aux paradis fiscaux. C'est également, plus que jamais, l'opportunité de réorienter radicalement notre modèle fiscal pour le mettre au service de la transition écologique, notamment via une Taxe sur la valeur ajoutée qui prenne en compte l'empreinte environnementale des produits et qui soit allégée sur les produits locaux, de qualité, écologiques et favorables à la santé. Il nous faut enfin ré-interroger la place de l'héritage comme facteur d'inégalité majeur par la perpétuation des héritiers et assumer la justice sociale et fiscale.

**3**

**Renouer avec  
l'esprit des  
conquêtes sociales**

« *On dévalise les magasins et on se planque chez nous pendant deux semaines. Les premières nuits sont difficiles, l'expérience de ce temps allongé inconfortable. 3 semaines maintenant. Quel jour on est ?* » Sandrine, 44 ans, de Bordeaux.

La vie économique de notre pays s'est trouvée complètement bouleversée. En quelques jours, les annonces se sont enchaînées : fermeture des établissements scolaires, des bars, des restaurants et des lieux culturels, puis est venu le confinement quasi-général. Du jour au lendemain, des secteurs entiers ont dû s'arrêter. Soudainement, de nombreuses personnes qui ne travaillent plus ont touché du doigt pour la première fois le quotidien que vivaient déjà plus de 6,5 millions de personnes privées d'emploi. Ce moment littéralement « extraordinaire » nous conduit à questionner notre rapport au travail rémunéré, et les rapports sociaux dans le monde du travail.

La réorganisation de l'appareil productif qui s'est opérée souligne à quel point travailler pour le bien commun plutôt que pour le profit de quelques-uns modifie le sens profond du travail. Les travailleurs qui réquisitionnent la franchise d'une multinationale pour la transformer en banque alimentaire, qui remettent en route usines et ateliers de production pour fabriquer, à la place de voitures ou de vêtements de luxe, des respirateurs, des masques, du gel hydro-alcoolique ou d'autres équipements médicaux, ont fait une expérience que nul retour à la « normale » ne saurait effacer. Autant de précédents pour, demain, renforcer le statut des entreprises à mission d'intérêt général et les moyens à disposition des travailleurs pour peser dans les décisions de

toutes les entreprises, en travaillant de concert avec les forces syndicales. Il nous faut nous atteler à préparer et faciliter la conversion de toutes celles et ceux qui voudront changer de profession pour consacrer leur énergie à des secteurs prioritaires pour l'intérêt général, en particulier ceux pour mener à bien la transition écologique.

Nous devons faire de cette crise un moment qui nous permette de changer les conditions d'exercice et de rémunération de nombreux métiers. Il nous faut, en France, une révision des salaires. La répartition des richesses entre travail et capital doit être révisée et la hausse des inégalités des dernières décennies ré-inversée. Des activités non rémunérées concourent activement au fonctionnement de notre société. Face à ce constat, l'instauration d'un revenu universel ou d'un panel de mesures qui comprendrait le revenu de transition écologique doit être débattue. Les conquêtes de partage et de réduction du temps de travail, obtenues de longues luttes, doivent être remises à l'ordre du jour.

L'abondance de temps dont nous faisons l'expérience révèle par ailleurs les privations de nos vies d'avant, et questionne par la même occasion la place parfois trop centrale qu'occupe notre travail. Nous avons besoin de temps, tout au long de notre vie, pour apprendre, pratiquer des activités culturelles, physiques et sportives, mais aussi pour adopter les modes de vie sobres vers lesquels nous devons tendre: fabriquer, remiser, réparer, transformer les matières brutes en cuisinant davantage. De la même manière, la participation à la vie sociale, démocratique et politique nécessite du temps et des ressources. Une nouvelle répartition

du temps de travail doit nous permettre d'avoir des plages horaires libérées pour mener à bien toutes ces activités essentielles au bien-être et à la vie en société.

Nos systèmes de retraites sont intimement liés à nos systèmes de production, et en ce sens, ils doivent tous deux évoluer au regard de la nécessaire nouvelle répartition du temps de travail, rémunérer les professions selon leur utilité sociale et assurer à toutes et tous des revenus décents. La retraite n'est pas une fin de vie, mais bien un temps propre qui doit bénéficier de pensions dignes. Elle doit se baser sur un système solidaire, équitable et par répartition qui permette à chacun, quelles que soient les étapes de sa vie, de vivre correctement sa retraite.

Nous mènerons nos réflexions avec les corps intermédiaires que le gouvernement actuel méprise si ouvertement, pour construire ensemble un nouveau monde du travail et une nouvelle protection sociale et écologique des travailleurs, pour redonner vie à l'idée si malmenée de démocratie sociale.

**4**

**Se défaire des  
vieilles icônes**

Dans ce moment historique, nous ressentons le besoin de nous voir. La proximité se rappelle à nous dans son sens profond. « *Tous les soirs, à 20h à nos fenêtres, on parle à des gens à qui on n'a jamais parlé* », nous confie Isabelle, 18 ans, de Reims. Cette proximité retrouvée n'empêche pas la détresse et la sidération : malgré sa « puissance économique » - la sixième au monde - notre pays se révèle incapable de produire des masques ou des tests, ou encore de plafonner leurs prix. Nos parents et grands-parents meurent en nombre dans les EHPADs et nous ne pouvons les accompagner. Nous vivons un moment de bascule et c'est toute une architecture mentale qui est ébranlée.

Alors que jusqu'ici, l'objectif affiché des gouvernements successifs était d'accélérer la croissance, tout s'est soudainement mais tardivement arrêté sur une décision présidentielle motivée par des impératifs sanitaires. En une semaine, notre vieille étoile polaire productiviste s'est éclipsée. Cela fait de nombreuses années que certains le clament : la mesure du PIB ne saurait résumer la richesse d'un peuple car elle exclut des choses inestimables, comme le bénévolat, et ne mesure pas les graves dégradations humaines et environnementales, comme celles résultant de la construction d'un centre commercial sur une zone riche en biodiversité, des dégradations dont l'immense coût n'est jamais intégré aux calculs et qu'il nous faut pourtant collectivement payer un jour ou l'autre.

Du culte de la croissance à l'impératif religieux de l'orthodoxie budgétaire, en passant par la soumission au libre-échange globalisé, les dogmes

les plus intangibles des dernières décennies ont été mis entre parenthèses durant quelques semaines. Redémarrer la machine sur des bases que nous savions déjà branlantes nous semble insoutenable. Plus largement, notre civilisation s'est en partie construite sur le mythe d'un humain tout puissant, dominateur d'une nature qui ne serait qu'une ressource inerte à exploiter et sur le désenchantement radical de notre rapport à elle. Les principes de liberté et de progrès, à préserver et à réinventer, se sont transformés en permis d'assujettir et de détruire. Nous n'avons plus valorisé l'empathie et l'altruisme. Comme en atteste leur surreprésentation dans ces métiers et leur rôle central dans la prise en charge de la dépendance, nous avons fait du soin aux autres une variable d'ajustement, ainsi qu'une compétence qui serait l'apanage des femmes. Pourtant, faire l'expérience du soin, c'est déjà dépasser les bornes de son individualité en refusant l'égoïsme et la société de solitude, pierres angulaires du libéralisme. C'est déjà cultiver notre interdépendance avec ce qui nous entoure : les autres, les animaux, les écosystèmes.

Cette approche ne s'invente pas, elle s'apprend. Il faut s'éduquer et éduquer nos enfants à une autre manière de mener sa vie et d'interagir ; non pas en écrasant les autres dans une compétition permanente, mais en privilégiant la solidarité. "**Nous avons un devoir d'honnêteté vis-à-vis des jeunes**" affirme Ilhame, 47 ans, de Charente-Maritime. L'honnêteté de reconnaître comme périmé ce qui obstrue leur avenir. Les lycéens nous y exhortaient chaque vendredi, lors des grèves du climat de 2019, conscients que la reprise en main de leur destin passe par la remise en cause du monde que

nous allons leur léguer. Leur alerte doit être enfin entendue. La possibilité même d'un monde à léguer suppose des contraintes, des décisions difficiles. Nous les assumerons.

**5**

# **Rétablir des limites**

« *La crise nous démontre que face à un danger immédiat et concret, nous sommes tous prêts à renoncer à un certain confort, à la consommation* » Paul, 22 ans, de Nantes. « *Il faut parvenir à une société de la maturité par opposition à la société d'excès* », Abdel, 28 ans, Tergnier.

La finitude du monde et des ressources s'impose à nous et nous savons qu'il nous faut désormais fixer des limites. Tout l'enjeu est qu'elles soient justes et fixées par tous et pour tous. Si l'illimité a été érigé comme idéal collectif, il n'est l'apanage que des plus riches d'entre nous. Le cadre à inventer pour survivre et mieux vivre doit être posé comme un moyen de ramener les puissants dans l'espace et le temps communs qu'ils ont abandonnés. La limite juste répond à la fois à l'urgence écologique et au risque de ghettoïsation, de séparatisme social.

L'injustice sociale rencontre l'injustice écologique et réciproquement. À l'échelle du monde, ce sont pour l'instant l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-est qui payent le prix fort du dérèglement climatique, avec des accès à l'eau réduits, une insécurité alimentaire grandissante et des conflits alimentés par la course aux ressources. A l'échelle de notre pays, 3,5 millions de nos concitoyens vivent dans la précarité énergétique, et les personnes les plus démunies sont également les plus touchées par la pollution atmosphérique et sonore, alors qu'elles sont celles qui polluent le moins.

« *Une quarantaine annuelle pour protéger la planète ?* » propose José, 50 ans, d'Oyonnax.

Nous savons que nous devons changer, mais les conséquences de l'effondrement de la biodiversité

et des dérèglements climatiques nous paraissent encore trop lointaines et indirectes. Nous sommes dans le déni, et nos vies ne sont pas encore suffisamment bouleversées. Cette crise sanitaire - dont la destruction d'habitats naturels fait partie des causes avancées - pourrait être la répétition générale de catastrophes plus graves encore. Hier, c'était le SARS, le H1N1, le MERS et Ebola. Aujourd'hui, c'est le Covid-19, demain ce seront peut-être des milliers de bactéries libérées par la fonte du Permafrost du fait de l'augmentation des températures du globe, mais aussi des sécheresses à répétition, des incendies monstres, des inondations dantesques...

Nous vivons pendant cette crise une mise à l'arrêt forcée. L'expérience de la privation que faisaient déjà les personnes les plus défavorisées va s'accroître et concerner plus de monde. Comment faire pour que la décroissance de nos activités polluantes et destructrices soit concertée, négociée, juste ? Nous savons que nous allons devoir sortir du consumérisme et du productivisme, réorienter nos manières de vivre et limiter nos activités dangereuses pour le climat et la biodiversité - parmi lesquelles l'avion, la voiture, la consommation d'énergie, l'étalement urbain, la consommation de produits animaux, la mode. Cela ne signifie aucunement renoncer à mener une vie heureuse. « *Je n'ai pas envie de retrouver le bruit ambiant et pesant de la ville qui étouffe le moindre chant d'oiseau* » nous dit Laure, 31 ans, à Pantin. Si les modalités de ces changements sont décidées ensemble, et si ces derniers sont accompagnés par des politiques publiques fortes, l'expérience de nouvelles limites peut être une source d'amélioration

des conditions de vie et d'embellissement de l'existence.

Durant le confinement, nous avons massivement accepté de restreindre nos libertés parce que c'était à court terme une question de vie ou de mort. Nous pouvons donc tout à fait accepter - pour des raisons de survie à moyen terme - de passer d'un mode de vie fondé sur l'abondance et l'accumulation, à un mode de vie fondé sur la qualité et la sélectivité ; à condition de le décider par un processus démocratique exemplaire et à condition que ce soit juste socialement. Nous devons pour cela tirer des enseignements du mouvement des gilets jaunes, qui a révélé qu'une mesure présentée comme favorable à l'environnement pouvait être rejetée car socialement injuste, prise sans la moindre concertation et sans solution alternative proposée aux plus défavorisés.

Penser le commun de façon commune, en partant du constat que les limites inhérentes à cette planète doivent constituer des bornes évidentes, non pour venir obstruer notre liberté, mais pour la partager et la rendre durable. Il revient aux citoyens - et non à Black Rock, l'un des plus grands investisseurs mondiaux dans les énergies fossiles, scandaleusement choisi par la Commission européenne pour la conseiller - de dessiner et de négocier collectivement les contours de ces limites en faisant des choix politiques, et donc démocratiques, sur ce qui nous paraît prioritaire de conserver, et sur ce qui nous semble superflu. Conjointement, c'est à la co-construction de politiques écologiquement sobres et socialement généreuses qu'il faut s'atteler. Co-construire, c'est

l'exercice proposé à la Convention Citoyenne pour le Climat, réunissant 150 citoyens tirés au sort pour déterminer, à partir des connaissances scientifiques, les politiques à mener pour réduire de 40% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 dans un souci de justice sociale. Il faut répliquer cet exercice au local et conforter le rôle des citoyens et des territoires dans la transition.

Nous défendons un nouveau contrat social sobre et durable. Des investissements publics, dans des secteurs au croisement des enjeux climatiques et sanitaires, sont porteurs de bénéfices majeurs. Notre mission est de remettre l'économie à sa place, c'est à dire au service de la société, notamment à travers la mise en place du Green New Deal européen que la crise actuelle ne doit pas retarder, mais au contraire accélérer. Tel que nous l'entendons, ce n'est pas un simple plan d'investissement «vert». Il doit nous doter de nouveaux indicateurs de richesse pour dépasser l'horizon de la croissance du PIB et jeter les bases d'un nouveau contrat social-écologique à l'échelle du continent et d'un État providence social-écologique à l'échelle de la France : changement et relocalisation de nos modes de production, transition agroécologique de nos territoires - gage d'un accès à une alimentation saine, de qualité pour tous -, rénovation énergétique de l'habitat, investissement dans des transports publics bas-carbone et interdiction à terme du véhicule thermique dans le secteur automobile... Au-delà des gains en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la lutte contre la précarité énergétique et la pollution de l'air permettent l'amélioration de la santé de nos concitoyens et ainsi le soulagement de notre système de santé. La transition de ces secteurs doit

être une priorité des investissements publics car le temps presse.

Il est donc désormais plus que temps de définir collectivement et durablement, à toutes les échelles, nos communs et les modalités de leur préservation. Parmi ceux-ci, le numérique apparaît comme un enjeu écologique, démocratique et social majeur.

**6**

**Ancrer  
le numérique  
dans les communs**

Le numérique a pris place dans toutes les sphères de notre vie. Il a contribué à son accélération, aux impératifs d'instantanéité et d'optimisation de la performance. Parce qu'il a permis - et il faut s'en réjouir - que l'accès à la connaissance puissent se massifier, le numérique a aboli des frontières tout autant qu'il en a érigé de nouvelles. Mais on aurait tort de s'en prendre à l'outil ; ce sont les usages que nous en faisons qui déterminent ses bénéfices et ses faces d'ombre. Le confinement et la gestion de la crise ont mis en lumière le rôle devenu structurant et incontournable dans nos vies de ces nouvelles technologies. Le numérique a joué un rôle salutaire pour maintenir des liens sociaux, un accès à la culture, une fenêtre sur le monde : confinés, mais pas isolés.

Les citoyens ne sont pourtant pas égaux dans l'accès au numérique. Dans cette crise, les enseignants sont inquiets du nombre important d'élèves avec lesquels ils ne sont plus en contact, faute de disposer des outils ou de maîtriser les usages du numérique, et qui décrochent encore plus qu'en présentiel. La continuité pédagogique n'est aucunement opérationnelle, et les instructions ministérielles restent tardives et hors-sol. L'inégalité d'accès au numérique est territoriale et sociale - les plus mal lotis sont souvent en milieu rural, retraités, précaires, et isolés, ce qui ajoute de l'éloignement à des populations déjà exclues. Nous devons accompagner les citoyens par de la formation, par de la présence humaine. Le développement des compétences numériques et l'accès à des outils pour l'ensemble de la population deviennent dès lors un enjeu démocratique, économique et social.

Le “numérique pour tous” pose déjà, comme tout usage “illimité”, la question de son coût écologique. Si l’univers numérique était un pays, il serait l’équivalent du 5ème émetteur mondial de CO2. Les achats en ligne étant en augmentation, les secteurs économiques digitalisés résistent à la crise, au détriment des conditions de travail et d’une conception des droits des travailleurs inacceptables. L’économie des services via les plateformes repose sur l’exploitation de toute une partie de la population, précaire. Le capitalisme numérique repose sur “l’économie de l’attention”, qui nous prend du temps pour gagner de l’argent, en amoindrissant nos facultés de concentration. Nous sommes sur-sollicités en permanence et incités à toujours plus consommer, puisque leur modèle économique repose sur l’exploitation de nos données pour mieux cibler leurs publicités.

Le numérique est une promesse de liberté doublée d’un risque de servitude. La géolocalisation et l’utilisation des données des citoyens à des fins de contrôle de la pandémie imposent de défendre les libertés publiques et le droit à la vie privée. L’urgence sanitaire ne doit pas se faire au détriment des impératifs démocratiques : il n’est pas acceptable de justifier des systèmes de contrôle et d’auto-contrôle qui se pérenniseront, comme toute mesure d’exception depuis les années 2000, ou de transférer sur les individus le poids de la transparence que les autorités refusent de s’appliquer, et par la même, de transférer le poids de la responsabilité dans la propagation du virus sur les individus.

Les démocraties ont laissé des superpuissances privées imposer leurs règles du jeu. Ces

multinationales amassent des fortunes colossales, affaiblissent nos structures collectives et nos capacités redistributives en pratiquant la concurrence fiscale. Elles rendent inefficaces nos systèmes juridiques. Elles ont les moyens de livrer nos données les plus intimes à des puissances étrangères et concurrentes comme l'illustre la collaboration entre l'entreprise Huawei - envisagée pour bâtir la 5G européenne - et les services de renseignements chinois. Il est intolérable que des entreprises s'enrichissent en accumulant et développant des méthodes d'utilisation de données éducatives ou médicales. Ce qui relève de l'intérêt général ne doit pas enrichir mais être partagé, et c'est à nous de le définir. Le numérique doit renouer avec son idéal : celui du partage et d'outils libres de droits.

**7**

**Démocratiser  
notre démocratie**

**“La classe politique n’est pas capable d’admettre la réalité ou une erreur. (...) Cela participe de la défiance généralisée à leur rencontre. Ainsi, on ne peut jamais les croire.”** Marion, 40 ans, Blois.

En temps de crise, le niveau de confiance dans la parole publique revêt une importance vitale. Les dissimulations et contradictions successives de notre gouvernement - sur l'utilité des masques, la disponibilité des tests, etc. - l'ont dangereusement détériorée. Cette opacité conduit à un discrédit légitime. Cette crise l'a exacerbé, mais le problème est largement antérieur au quinquennat d'Emmanuel Macron. C'est notre culture politique qu'il faut questionner, nos institutions qu'il faut transformer. Le mensonge de 1986 sur le nuage de Tchernobyl s'arrêtant à la frontière, le scandale du sang contaminé dans les années 80 et 90, sont autant d'exemples d'une culture de l'opacité dont il est temps de sortir. Le « politique » ne doit plus « rassurer » en cachant la vérité aux citoyens infantilisés d'une république verticale. La réalité est faite d'erreurs, l'élaboration d'une vérité scientifique et la prise de décision politique aussi. Quand c'est occulté, que ressentir sinon frustration, inquiétudes et colère ? Pour Cyril, 30 ans, de Lyon, “Quel politique a le courage de la vérité ? Comment avoir des politiques qui ont le courage d'annoncer les mauvaises nouvelles ?”. Tant que la démocratie est infantile, la politique sera une cour de récréation.

Par humilité, par sincérité, et par confiance envers les citoyens, le gouvernement aurait ainsi pu expliquer la réalité de la pénurie de masques et la faiblesse de nos capacités productives, qui n'étaient évidemment pas de son seul ressort, mais le résultat

d'années, voire de décennies de renoncements politiques. Il ne l'a pas fait. Et nous ne sommes pas certains que les précédents l'auraient fait plus que lui. Le problème est systémique dans notre pays. Or, dans une société éduquée où l'information circule rapidement, cacher la vérité ne fait qu'alimenter la défiance et le succès viral des fausses informations.

L'urgence n'est pas que sociale ou écologique, elle est aussi démocratique. Emmanuel Macron a poussé à bout la logique de la Ve République. Des réformes institutionnelles majeures s'imposent, tout comme de nouvelles pratiques politiques. La place du Parlement - et ainsi des forces politiques d'opposition - doit être renforcée, l'indépendance de la justice sanctuarisée, l'intervention continue et non plus intermittente des citoyens dans la vie publique, expérimentée. Une réforme profonde de nos équilibres institutionnels est nécessaire.

La transition écologique et sociale ne se fera pas sans transition démocratique, c'est à dire sans la volonté de passer d'une « démocratie providentielle » jupitérienne, descendante et infantilisante à une démocratie adulte, vivante, continue, réelle et effective. La crise est profonde et interroge d'abord l'éthique de l'"agir public" : le parler vrai, le courage, la congruence entre ce que l'on dit et ce que l'on fait. Elle nous invite aussi à un rapport humble au pouvoir pour le partager, en associant les citoyens aux décisions par la délibération collective et la co-construction de l'intérêt général. Nous combattons ensemble autant le règne de la technocratie que les dérives césaristes et démagogiques. L'horizon ne sera plus l'individu-consommateur-électeur mais le citoyen, partie prenante du commun. Dans

ce processus de transformation institutionnelle, la démarche est aussi essentielle que le résultat lui-même. Nous nous engageons donc à ce que cette refondation soit l'occasion d'un débat inclusif sur la démocratie et le rôle du citoyen. Elle changera durablement et profondément le rapport aux autres, au territoire, au pouvoir, à la décision. La légitimité des élus y trouvera de nouveaux fondements et à travers eux, les institutions elles-mêmes seront renforcées pour jouer pleinement leur rôle.

**8**

**Faire primer  
l'intérêt général**

“L’État ne peut pas tout”. On nous l’a suffisamment répété, de manière plus ou moins justifiée. Mais il peut plus que tous les autres. Nous devons redéfinir ce que l’Etat doit faire et comment il peut le faire. Après des années de dénigrement, de privatisations et de réduction de ses moyens d’action, l’État est finalement rappelé à ses obligations pour jouer son rôle de planification, de régulation et de protection. A la sortie de la crise, l’action publique de l’Etat doit se transformer en s’appuyant et en se coordonnant avec les acteurs locaux (collectivités, entreprises, citoyens, partenaires sociaux...) et supranationaux (UE, organisations internationales).

Des secteurs stratégiques doivent sortir du marché et échapper aux dogmes du libre-échange, à commencer par la santé. La pénurie de matériels et de médicaments dans des pays développés comme le nôtre est incompréhensible et anormale. Elle est le résultat de l’éclatement des chaînes de valeurs, de l’effondrement de nos industries, de la baisse effrénée des coûts de production par les acteurs privés qui se moquent de nos intérêts vitaux. En retrouvant la pleine maîtrise de ses moyens d’action, l’État pourra amplifier son rôle clé dans la transition en désinvestissant les activités les plus polluantes au profit d’investissements écologiquement et socialement vertueux. Il doit se servir de tous les outils dont il dispose : une conditionnalité forte des aides, une taxation mieux ciblée, la nationalisation, la réquisition et l’entrée de l’Etat dans le capital de certaines entreprises.

Renforcer le rôle de l’Etat suppose un changement radical dans son organisation. Il faut mettre fin à la colonisation de la puissance publique par les intérêts particuliers. Les acteurs privés s’immiscent partout,

jusqu'à maîtriser des secteurs stratégiques dont l'unique objectif devrait être la mise en oeuvre de l'intérêt général. Celui-ci doit, dans son expression publique, être libéré des intérêts particuliers. La puissance publique n'est puissante que si elle est indépendante et transparente. Cela nécessite d'abord de rationaliser et d'encadrer de manière très rigoureuse les lobbies, et de lutter contre le pantouflage et le rétropantouflage des hauts fonctionnaires, qui alimentent l'indistinction entre hautes sphères publiques et privées. Cela suppose de renforcer l'indépendance des agents publics eux-mêmes et de revaloriser la place du statut de la fonction publique.

Pendant la crise, nous avons vu à quel point la centralisation bureaucratique de notre État pouvait être un handicap. La comparaison avec le fonctionnement de la puissance publique en Allemagne par exemple devrait nous éclairer. Un nouvel élan de déconcentration et de décentralisation doit être impulsé dans notre pays, à travers un pacte girondin promis depuis longtemps et jamais réalisé. Plus de puissance publique, mais une puissance publique plus décentralisée et mieux coordonnée.

Un État plus présent ne veut pas dire un État omnipotent. Il convient donc de redéfinir collectivement ce qui relève de son intervention directe et ce qui relève d'autres acteurs, car la mise en oeuvre de l'intérêt général doit être plus largement partagée au sein de la société. Nous devons sortir des préjugés, tant sur le secteur public que sur le secteur privé. Des formes auto-organisées par des citoyens, des initiatives hybrides mêlant acteurs publics et privés (entreprises, associations, ONGs, citoyens...),

des entreprises alternatives (économie sociale et solidaire, société coopérative et participative...) existent, doivent être amplifiées pour compléter et renforcer l'intervention publique. C'est en prenant appui sur cette mobilisation et cet intérêt général revisité, que nous réussirons à surmonter les crises. Les solidarités qui se mettent en oeuvre localement, à l'initiative d'individus ou d'associations, montrent que notre résilience passe par l'engagement citoyen et la mise en réseau des acteurs sur le terrain. Laboratoires d'idées, de gouvernances, de façons de vivre, d'agir, de produire et de consommer, ils sont le terreau du monde de demain. Comme le souligne Elyne, 26 ans de Montpellier, "les bonnes pratiques c'est l'addition de comportements, publics, privés, citoyens... C'est en réorientant les priorités avec des comportements plus responsables, qu'on change les pratiques."

C'est bien l'idée des communs : des ressources gérées de manière collective car nécessaires à tous, et dont la durabilité est soumise à une utilisation précautionneuse. Certains territoires ont ainsi exploré depuis des décennies une gestion collective et partagée, par exemple de l'eau, des espaces maritimes ou des forêts. Le rôle de la puissance publique est alors de fédérer les énergies, de constituer des réseaux, d'encourager et d'accompagner les initiatives. La volonté d'engagement et d'action des citoyens est forte, ainsi que leur capacité à innover et à inventer. La technocratie française doit les accompagner et non plus les décourager. Une nouvelle articulation de l'intervention publique offrant le cadre de coopération avec la mobilisation de citoyens, de collectifs et d'organisations engagés au service de l'intérêt général est nécessaire.

9

# Souverains et solidaires

“Pour la première fois, la perturbation «de la vraie vie» fait s’effondrer la bourse, d’habitude c’est l’effondrement de la bourse qui fait s’effondrer le monde réel.” Sophie, 28 ans, de Saint-Denis.

**“Non à la réduction de notre souveraineté, oui à un changement d’échelle : plus de compétences européennes avec en contrepartie des institutions démocratiques !»** Eva, 32 ans, de Meudon.

La crise assène deux impératifs qui ne sont pas contradictoires à condition qu’on les entende bien : la nécessité de redevenir souverains et l’obligation d’une plus forte coopération internationale. En effet, notre souveraineté de citoyens capables de décider de leur avenir, et celle de nos États particulièrement, ont été mises à mal par la mondialisation de la finance et de l’économie. Il est vital pour nos démocraties de retrouver une forme de maîtrise de leurs destins. Il est temps de remettre le monde sur ses pieds en redonnant à la politique la place qui est la sienne. Cela se joue à la fois localement, nationalement, au niveau européen et au sein des organisations internationales. Ces dernières subissent la fermeture non concertée des frontières, laissant risquer le gaspillage de milliers de tonnes de marchandises bloquées à quai et, plus grave encore, des risques de famine ou de malnutrition dans certains pays et des populations en exil. Les alertes de l’ONU sur les risques que faisaient courir une absence de solidarités entre le Nord et le Sud sont restées lettre morte et l’Organisation mondiale de la santé s’est révélée tout aussi impuissante à anticiper et coordonner cette crise. Les Etats et institutions internationales doivent reprendre la voie du multilatéralisme et de la coopération.

Nous avons l'obligation de relocaliser notre agriculture et une partie de notre industrie, mais nous n'en resterons pas moins habitants de la même planète et dans une dépendance mutuelle. Face aux menaces planétaires, en particulier climatiques et l'effondrement de la biodiversité, la plus inefficace des réactions serait de nier ces interdépendances par un repli absolu dans nos frontières. L'aspiration à reprendre le contrôle ("Take back control" - slogan des Brexiteurs) de son destin est fondamentale, mais c'est mentir aux citoyens que de penser que ce sera le cas en érigeant la seule souveraineté nationale en horizon de toute chose ("America First" - slogan de Donald Trump). L'enjeu est de mettre les solidarités, c'est à dire la coopération et l'entraide, au même niveau que nos interdépendances. C'est à l'aune de cette donnée que nous devons travailler nos préconisations post crise : l'enjeu de demain ne deviendrait plus : comment tout reproduire en France, mais : comment s'assurer qu'en cas de besoin nous savons où le trouver, qui peut nous aider et comment.

La souveraineté que nous entendons restaurer est donc tout sauf un retour au nationalisme. Elle se décline à différentes échelles, selon le principe de subsidiarité, compris comme le principe selon lequel une autorité centrale effectue les tâches qui ne peuvent être réalisées efficacement à l'échelon inférieur. Elle commence donc au plus près des territoires et suit une logique ascendante. Cette souveraineté de proximité permet de renforcer le pouvoir d'agir des citoyens sur leur destin et rend possible des territoires plus sobres, plus autonomes, plus accueillants et inclusifs, plus résilients, plus viables pour nos écosystèmes : la restauration de

services de proximité, l'arrêt de la bétonisation des espaces naturels, une agriculture diversifiée privilégiant les circuits courts, une production d'énergie relocalisée, la sortie du tout-voiture et le développement de mobilités bas-carbone. Ces différentes échelles de souveraineté s'articulent les unes aux autres pour co-construire les solutions les plus pertinentes à chaque niveau de décision.

L'Union européenne ne sortira pas indemne de cette crise. Certes, elle est celle que les États membres ont voulu qu'elle soit : un pouvoir technique de régulation de certains secteurs, sans incarnation politique. Toujours est-il que le déni des solidarités qui s'est exprimé ne signe rien d'autre que le déni du projet européen. Nous devons assumer d'entrer en conflit avec le logiciel qui pilote aujourd'hui les politiques européennes. Pour sortir de l'impasse, il nous faudra assumer le rapport de forces à l'échelle européenne plus qu'aucun gouvernement de gauche ne l'a jamais fait.

Mais, soyons honnêtes : comment reprocher à l'Union européenne de ne pas agir si on ne lui en donne pas les moyens ? Le budget de l'Union est inférieur à celui de la France. Et la fiscalité demeure le grand échec, savamment organisés par les États-Membres. Aujourd'hui, la construction non-aboutie de l'Union européenne met nos systèmes fiscaux et donc nos politiques sociales en concurrence. Au lieu d'accroître la solidarité, elle tend dans certains domaines, à monter les États et les Européens les uns contre les autres. D'où la nécessité de stopper cette dérive mortifère et d'ouvrir le front de la fiscalité au niveau européen en soutenant une taxation exceptionnelle sur le capital avant de

proposer une réforme au plus long cours. D'où la nécessité également de faire preuve de solidarité budgétaire à travers l'émission de titres communs. D'où la nécessité de renouer, avec pragmatisme, avec la mission originelle des Banques centrales : financer les Etats sans alimenter les marchés financiers. Au delà de ces aspects, il s'agira de rompre avec une certaine vision de l'économie. Celle qui envisageait les déficits et la dette publique comme des fins et non des moyens. Il nous faut notamment rompre avec le dogme dictant que les déficits des Etats de doivent pas dépasser 3% de leur PIB ; rompre avec le dogme de la concurrence libre et non faussée à l'intérieur et celui du libre-échange généralisé à l'extérieur. Cela ne signifie en aucun cas renoncer à la nécessité de travailler ensemble et de coordonner nos politiques économiques et fiscales.

Cette crise nous oblige à sortir des logiques qui nous ont privés des moyens de contrôler notre destin et à repenser les outils de la coopération internationale. A nos yeux, la question de la souveraineté et celle de la démocratie sont indissociables. Reprendre le contrôle pour pouvoir mener la transformation écologique et sociale : voilà l'horizon qui s'ouvre à nous.

## **Ecrivons la suite**

***“Je redoute l’effet amnésie en sortie de crise.”***

Eugénie, 31 ans, de Lyon.

Ces lignes ne sont qu’une préface et ne font que poser des pistes, des axes de travail. Le livre commun reste à écrire et nous devons l’écrire toutes et tous ensemble. Nous nous engageons à ne pas laisser les choses revenir à la « normale », une normalité qui n’a rien de « normal » précisément.

Nous nous engageons à travailler de concert à cette grande plateforme de transformation écologique, sociale et démocratique dont notre pays a tant besoin. Elle est vitale. ***Nous nous engageons à le faire avec vous, citoyennes et citoyens, associations, ONG, syndicats, mouvements politiques partageant les mêmes idéaux.*** Les temps sont trop graves pour que perdurent les logiques partisans du passé. Rassemblons-nous et nous réussirons ensemble à changer le cours de l’Histoire ! Toutes et tous doivent être impliqué.e.s dans les constats que l’on fait, dans l’analyse qui en surgit, dans le récit qui en découle, puis enfin, dans les solutions que l’on élabore.

**Que celles et ceux qui souhaitent avancer ensemble, plutôt que de suivre un ordre préétabli viennent discuter. Si l’on discute, et que l’on s’accorde, pour passer de la cacophonie à l’harmonie, alors là, oui, tout est possible.**

**contact@place-publique.eu**

**\* \* \* \* \***